

Vœu - Dotations de l'Etat en faveur du logement social

Groupe communiste - Yann VINCE (Rezé)

Monsieur le président, chers collègues,

Les élus communistes tiennent ici à dénoncer de la manière la plus vive la politique nationale et les moyens financiers consacrés par l'Etat au financement du logement social. L'arrêt des aides à la réhabilitation (PALULOS), la baisse de la dotation unitaire par logement sont la partie émergée d'un iceberg dont le rapport du comité d'évaluation de l'agence de la rénovation urbaine, présenté en début de semaine, révèle l'ampleur.

Le constat du rapport est sans appel : l'échec est réel. Mais peut-on parler d'échec, comme si le gouvernement avait voulu réussir ? En cinq ans, 52 000 logements ont été détruits mais moins de 20 000 ont été reconstruits et leur taille, plus petite, leur interdit d'accueillir nombre de familles. Deux tiers d'entre elles ont dû se reloger dans les quartiers les plus pauvres. Face à une crise du logement nationale, se souvient-on, par exemple, des promesses du candidat Sarkozy qui voulait « une France de propriétaires » par la vente de 40 000 HLM ? 9 000 ont été vendus. Où est passée la maison à 15 euros par jour qui fit l'objet de tant de reportages complaisants ? **Non, on ne peut pas parler d'échec mais bien d'une politique faite de coups de pub et de faux semblant.** Des millions de salariés, de retraités, de jeunes, de chômeurs, et bien au-delà des quartiers dits sensibles, subissent de plein fouet la crise du logement dans le même temps qu'ils subissent la dégradation de leur emploi et de leur pouvoir d'achat.

L'autre volet des conclusions du rapport sur la rénovation urbaine dénonce l'insuffisance de construction de logements sociaux dénonçant au passage les communes et les départements qui ne respectent pas, délibérément, les 20 % de la loi SRU. Il faut bien convenir, en outre, que nombre de collectivités ou d'établissements publics comme le nôtre sont sérieusement mis en difficultés dans

leurs objectifs ambitieux par la baisse très conséquente des aides de l'Etat en faveur du logement social. Nantes Métropole, dans le cadre de son PLH a réussi à produire près de 1 500 logements sociaux nouveaux en 2009 pour un peu plus d'un millier en 2008. Ce haut niveau s'explique essentiellement par un effort d'accompagnement très important de notre communauté urbaine pour faire face à la crise du logement. **L'objectif de Nantes Métropole pour 2010 est d'atteindre les 1 350 logements financés en PLUS et PLAI mais avec une enveloppe financière de l'Etat abaissée de 2 millions d'euros. Voilà la réalité à laquelle nous sommes confrontés.**

La politique de l'Etat en matière de logement est indigente et plus généralement sa politique de la Ville dangereuse. Tandis que le ministre Hortefeux, à l'instar de son mentor présidentiel, joue des matamores dans les banlieues, à l'abri d'un cordon de sécurité, l'Etat s'applique à démanteler encore un peu plus l'emploi, les services publics. **Or ce qui est cassé dans le champ social ne peut être réparé dans celui de l'urbain. On ne remplacera pas la formation et l'accès à l'emploi par des HLM repeintes ou restructurées, ou, dans le meilleur des cas, par du développement durable.**

Les élu-e-s communistes ont, pour leur part, la conviction qu'il n'y aura pas de grande politique sociale du logement sans un renforcement de la loi SRU, sans mixité sociale dans les quartiers, mais aussi sans s'attaquer à la très grande pauvreté dans les quartiers, sans s'atteler à une politique de l'emploi et de la formation. Les villes et les communautés urbaines comme la nôtre ne pourront à elles seules pallier les carences de l'Etat.

Je vous remercie de votre attention.